

J'ai dit que j'appuierais mes affirmations par des déclarations qu'ont faites d'autres hommes d'Etat dans d'autres pays. Un homme que le ministre des Finances (M. Dunning) aime à citer et qui est bien connu comme un vrai britannique, M. John Maynard Keynes, exprime son opinion bien clairement. Voici ce qu'il a publié dans le *New Statesmen and Nation* du 8 octobre 1938, peu de temps après la crise :

Le premier ministre ne s'est jamais préparé à l'éventualité d'une guerre. L'absence totale de toute mention de la possibilité de démarches militaires de notre pays dans la correspondance contenue dans le livre blanc, le fait d'éviter toute conversation avec la Russie, la répugnance à ordonner la mobilisation du blé et les délais extraordinaires apportés à cette mesure, tout cela ne peut s'expliquer autrement. Ni le premier ministre ni M. Hitler n'ont pensé un seul instant que le jeu qu'ils jouaient pourrait devenir sérieux. Ce serait en effet une erreur que d'attribuer une insouciance extrême à l'un ou de la folie à l'autre de ces deux rusés politiciens. Le cours réel des événements est dû au fait que les objectifs de M. Hitler et de M. Chamberlain n'étaient pas différents, mais étaient les mêmes.

Puis, il conclut par ces mots :

Le premier ministre pense que cela n'a pas coûté cher et qu'il peut se réjouir avec une conscience tranquille d'une semaine de comédie qui a commencé avec des masques à gaz et qui s'est terminée par des bouquets, même s'il lui a fallu pour cela déchirer un moment des cœurs maternels.

Les faits sont bien établis. Il s'est produit des crises du genre de celle de septembre à bien des reprises dans le passé. Cependant l'Angleterre songea-t-elle à faire la guerre? Pas le moins du monde. Pourquoi alors adopta-t-elle une autre attitude à l'égard de la Tchécoslovaquie? Les Tchèques valaient-ils plus que les Chinois ou les Ethiopiens, lesquels étaient membres de la Société des Nations? Mais quelle était la vraie situation? C'est qu'à ce moment-là, la Grande-Bretagne ne pouvait se permettre d'être aussi audacieuse qu'elle aurait pu l'être en d'autres circonstances. Je blâme le premier ministre de la Grande-Bretagne et le nôtre de n'avoir pas exposé au peuple les faits réels, car je sais très bien qu'ils auraient pu compter sur la loyauté de leurs populations respectives.

Un autre aspect de la question ne manque pas d'intérêt. A maintes reprises, le premier ministre a affirmé que la négociation d'accords commerciaux constitue une protection tout aussi efficace contre la guerre que tous les armements que nous pourrions accumuler.

Le très hon. MACKENZIE KING: Quand l'ai-je dit? Venez-en aux faits.

M. PELLETIER: Mettons que le premier ministre croit fermement contribuer à assurer la paix quand il conclut des accords com-
[M. Pelletier.]

merciaux avec d'autres nations. Je crois, en m'exprimant de la sorte, communiquer exactement l'idée que le premier ministre a voulu mettre en lumière à diverses reprises, en cette enceinte. A mon sens, c'est exact à l'égard des Etats-Unis, et pour divers motifs. On pourrait dire qu'il s'agit là d'un accord naturel, puisque les mœurs des deux peuples se ressemblent beaucoup. Vivant côte à côte, ils ont des coutumes fort semblables. C'est un accord naturel, à cause de la situation géographique dont nous jouissons dans le continent nord-américain. Voilà pourquoi l'accord canado-américain me paraît être de nature à augmenter l'intérêt que nous nous portons mutuellement, et, par conséquent, à motiver la manière de voir que nous exposons aujourd'hui, laquelle comporte un rapprochement plus intime avec les Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'il ressort nettement de la politique énoncée cet après-midi par le premier ministre lui-même.

Cependant, une autre considération s'impose à l'égard des pactes de commerce. Les accords conclus avec les pays lointains diffèrent du tout au tout de celui que nous avons conclu avec les Etats-Unis. Je ne doute pas de leur nécessité. Je sais que, de temps à autre, le ministre du Commerce (M. Euler) part à la recherche de nouveaux débouchés. Mais, du train où vont les choses aujourd'hui, sous notre présent régime économique et financier, il lui importe peu où il trouve des débouchés, pourvu que ce soit des marchés pour la population canadienne. Voilà où se trouve le danger, à mon sens, car un pays n'arrive à s'assurer un marché qu'à la suite d'une rivalité intense avec d'autres pays. Cela ne conduit assurément pas à l'harmonie entre nations.

D'après feu le président Wilson—J'oublie ses paroles précises—les germes de la guerre sont semées dans la concurrence commerciale poussée à outrance entre nations. La chose est évidente, car, tout débouché que nous obtenons est acquis aux dépens de quelque autre nation qui le convoite.

Qu'arrive-t-il? Il arrive que la nation qui fournissait ce marché précédemment et ne le peut plus recourt à d'autres moyens de regagner le marché perdu. Elle adoptera la méthode des subventions à l'industrie. C'est ce qu'a fait le Japon, et avec quelles conséquences? Les pays du monde se sont trouvés dans l'obligation d'édifier des barrières douanières pour empêcher l'entrée de produits japonais qui feraient concurrence à leurs produits nationaux. Le Japon avait recouru à la subvention de ses industries, afin de pouvoir soutenir la concurrence étrangère sur les marchés mondiaux.